

R. : Mais c'est ça. Quand on reçoit une réponse négative, sauf si on se marie ou quelque chose, mais la demande d'asile avec un délai de départ, c'est terminé.

Q. : Au fond, si je comprends bien, alors ce Bureau d'aide au départ, il aurait l'avantage de rendre visible ce qui se passe.

R. : Ah oui, bien sûr. Nous on sait.

Q. : Au contraire, si je traduis pour répondre au défi humanitaire, il faudrait être prêt à décrire et être très précis dans la description de la situation ?

R. : Oui, oui. Moi, je pense qu'il faut que les histoires soient très précises, très documentées. Et là, ça devient une évidence. Après, on choisit comment on va réagir.

Q. : Donc, si je traduais en termes d'outils, puisque cette recherche demande quels outils il faut développer, je devrais dire : il faut accorder une grande importance à la description et à la connaissance de la réalité qu'on constate.

R. : Oui, c'est ça, mais aussi... et je prends une métaphore. On a du jus de raisin dans les magasins de jus de raisin. Alors, nous, nous dans l'aide au départ, la personne, elle a demandé l'asile, elle a demandé du jus de raisin. On lui a refusé. Maintenant, est-ce qu'on peut lui apporter du jus de raisin autrement ? Et il faut, quand on demande quelque chose, le demander à quelqu'un qui peut nous donner le jus de raisin.

Q. : Sauf que... est-ce qu'ils connaissent votre impuissance, ceux qui viennent dans votre institution ?

R. : Eh bien... Je pense que non, justement.

Entretien no. 6

Q. : Comment s'appelle votre travail ?

R. : On nous appelle convoyeurs, mais le mot, c'est « préposé aux refoulements ».

Q. : Vous disiez que c'est difficile et que vous aviez mal aux poignets parce que vous aviez dû utiliser la force.

R. : C'est difficile le travail qu'on fait, en général les gens qui sont à Genève, qui doivent être refoulés, ne sont pas toujours d'accord de partir tout seuls ; il y en a avec qui ça se passe très bien, on lui explique qu'il doit quitter notre pays, ça se passe très bien et puis il y en a d'autres qui veulent rien savoir, ils font tout pour pas partir ; mais bon, jusqu'à ce qu'ils nous suivent gentiment des fois jusqu'au pied de l'avion, puis après ils se jettent par terre, ils refusent de partir, ils font n'importe quoi ; ça change tellement, y a tellement de diverses possibilités.

Q. : Vous êtes policier ?

R. : Non, on a une carte de police, on est assermenté, on aide la police dans toutes sortes d'affaires. On est fonctionnaire, mais sans les avantages. Je suis en classe 10.

Q. : Quand avez-vous commencé à faire ce travail ?

R. : Oh ! moi, c'est un peu spécial, parce qu'à l'époque où j'ai été engagé il y avait beaucoup de gens de mon pays au noir, c'est une question de langue.

Q. : Donc ils avaient besoin de gens qui parlaient la langue.

R. : Et à l'époque je faisais peut être 80 % d'audition avec les inspecteurs dans la salle d'audition et 20 % d'autre chose. Maintenant, les choses ont un peu changé ; au début quand j'ai commencé c'était plutôt les affaires avec les travailleurs au noir et les affaires surtout des demandeurs d'asile, c'était les auditions, mais bon après à la fin il y a le refoulement, les amener à l'aéroport et tout ça ; à l'époque c'était plutôt des travailleurs sans papiers à qui on avait à faire.

Q. : Pour vous, ça devait être un peu dur non ?

R. : Sûr, surtout qu'à l'époque pour un travailleur, bon c'est vrai qu'on disait que c'était un crime de venir travailler sans papiers.

Q. : Et qu'est ce qu'ils vous disaient ces gens ?

R. : Pour eux, ils ont toujours peur de la police, c'était des travailleurs, c'était pas des criminels, automatiquement ce qu'on leur disait de faire ils le faisaient, y avait pas beaucoup d'histoires, on n'avait pas à employer la force pour ces gens.

Q. : Qu'est ce qu'ils vous racontaient ces gens quand ils partaient ?

R. : Ils venaient parce que bien sûr pour eux c'était quelque chose de formidable d'arriver et de trouver du boulot ici, parce que chez eux il n'y en avait pas. Ce qu'ils gagnaient ici pendant un mois c'est comme une année de travail chez eux, bien sûr que c'était des fois pas toujours drôle.

Q. : Quand ils partaient alors, quand ils se faisaient attraper et qu'ils partaient, ils étaient tristes ?

R. : Bien sûr, mais ils savaient. On leur expliquait qu'il fallait plus revenir et ils comprenaient. De toute façon, ils savaient qu'en venant ici et en travaillant au noir, bon ils disaient qu'ils savaient pas, mais dans le fond d'eux-mêmes ils le savaient très bien, c'était un risque qu'ils prenaient.

Q. : Et ça se disait dans les milieux des travailleurs immigrés ?

R. : Bien sûr que ça se dit, c'est une chose qui est bien claire, même actuellement ça se dit, vas en Suisse tu risques rien, si tu as de la chance tu travailles au noir, tu gagnes l'argent et tu n'as rien à perdre parce qu'ils te paient le voyage du retour, ça c'est bien clair ça se dit, ça fait boule de neige.

Q. : Ils revenaient ?

R. : Oui, souvent ils revenaient. Par contre il y a une autre sorte de type de personnage qui vient maintenant. C'est venu par la suite comme aussi le trafic de drogue qui venait, soi-disant des petits malins qui savent mieux que les autres et qui essaient toujours de trouver un moyen pour tromper la loi et faire ce qu'ils veulent.

- Q.** : Il y a beaucoup de gens qui font du trafic de drogue dans le pays dont vous me parlez ?
- R.** : C'est sûr.
- Q.** : Et quel trafic de drogue ?
- R.** : De tout.
- Q.** : De tout ?
- R.** : De tout, ils travaillent pour tout le monde.
- Q.** : Mmh...
- R.** : C'est un peuple qui est un petit peu rabaissé par rapport aux autres, alors eux ils font le sale boulot et c'est les autres qui commandent, ils vendent la marchandise et c'est les autres qui dirigent et qui les commandent.
- Q.** : Pourquoi dites-vous que c'est un peuple rabaissé ?
- R.** : Parce qu'ils ont vécu longtemps dans le régime dictateur donc ils ont appris à obéir.
- Q.** : Ah oui, et là donc vous vous occupez de refouler les gens, c'est quoi ce boulot exactement si vous devez le décrire ?
- R.** : Ben écoutez, si tout se passe bien c'est de les accompagner, après avoir fait tout ce qui est nécessaire, ça dépend tout de la personne, si elle sort de prison, c'est plus facile, c'est de trouver une place dans un avion pour le départ, enregistrer les bagages, les conduire jusqu'à l'aéroport, ou les conduire au train, les conduire auprès des ambassades et consulats pour l'obtention des papiers.
- Q.** : Ça veut dire quoi convoier les gens ?
- R.** : Les accompagner à mon avis (léger rire) et préposé aux refoulements c'est un titre qui a été... on a changé quatre, cinq fois d'appellation, celle-là ça fait déjà pas mal d'années, je dirais 8 ans peut-être.
- Q.** : Ça veut dire dans les années 90. Et vous allez dans l'avion avec eux ?
- R.** : Si les gens refusent, en général la première fois c'est toujours comme ça ; s'ils refusent de monter, qu'il y a opposition, automatiquement ils retournent à Champ-Dollon (prison) et on peut préparer un nouveau départ avec une escorte, ou alors si on sait déjà que la personne a fait des choses et refuse de partir, automatiquement on prépare déjà une escorte.
- Q.** : Vous avez fait des escortes vous-mêmes ?
- R.** : Oui, beaucoup, dans les avions Swissair, Crossair, même d'autres compagnies.
- Q.** : Et aussi les avions privés ?
- R.** : Les avions privés ça c'est nouveau, ça vient de sortir.
- Q.** : Et comment ça se passe quand on monte dans l'avion avec une escorte, très concrètement ?
- R.** : Ben, on rentre généralement en premier, on s'assied tout à l'arrière de l'avion, avec la personne qu'on refoule toujours du côté fenêtre, mais des fois au milieu ça dépend aussi, une fois qu'on est dedans les autres passagers ils arrivent et si tout se passe bien, toujours avec une attention à ce qu'on fait, ça dépend tout.

Q. : La personne, elle est comment ?

R. : Ben, la personne si tout va bien elle est comme tout le monde, elle mange et elle boit comme tout le monde, mais il y a eu des refoulements où on a dû employer d'autres moyens, mes collègues ont eu des problèmes, moi j'ai eu une semaine avant en Afrique tout s'est bien passé, et deux collègues qui ont suivi la semaine d'après ont eu des problèmes, ils ont été en prison, des très très graves problèmes.

Q. : Et quand ils résistent dans l'avion comment ça se passe ?

R. : Ben, on emploie les moyens pour les tenir assis, la force c'est le mot, on doit employer la force.

Q. : Qu'est ce que ça veut dire concrètement comme moyens, comme gestes ?

R. : On n'a pas beaucoup de moyens dans un avion, c'est l'asseoir, essayer de le maîtriser pour pas qu'il commence à crier, il y en a qui des fois tout va bien et tout d'un coup ça lui passe quelque chose par la tête, il se lève, il commence à crier. Alors dans un avion automatiquement vous êtes la cible. C'est des fois des heures et des heures sans arrêt de ce stress parce que vous savez jamais la personne que vous escortez elle peut être très calme très bien, comme nous maintenant, et tout d'un coup, tchak !

Q. : Vous avez vécu ça ?

R. : J'ai vécu ça oui, c'est sûr, plusieurs fois, alors c'est ce stress qui est fatigant, à la longue, au bout de toutes ces années, c'est vrai que j'arrive au bout des possibilités, je vois que je pourrais pas faire ça encore pendant de longues années ; ça crée un stress nerveux et ça c'est une chose qui n'a pas été, qu'ils ont pas pensé lors de l'engagement.

Q. : Et vous disiez que vous n'aviez pas de caisse de retraite comme la police.

R. : Non, on a la retraite à 65 ans comme tout le monde.

Q. : Et pourtant vous faites un travail dur ?

R. : À 65 ans je vais mal faire le travail que je fais actuellement, je dois courir, un jour, on a escorté un Kosovar en train, il a pris la fuite dans la gare de Berne, on a dû courir et après on a dû se débattre avec, le maîtriser par la force, le traîner jusqu'au poste de police en le tirant par terre parce qu'il voulait pas marcher, ni collaborer, ni rien faire. Vite trouver un autre train, le mettre dans un autre train, faire stopper l'avion à Zürich, tout ça pour pouvoir arriver. Il est parti, mais avec quels efforts et quels moyens. C'est comme ça, on est toujours sur le stress. Un jour, j'ai bêtement accompagné un détenu de Champ-Dollon (prison) sur l'ordre d'un juge, pour l'enterrement de sa grand-mère, tout s'est bien passé à l'église, après il a voulu aller au cimetière alors on l'a accompagné, en partant il a pris la fuite on a dû lui courir après, le maîtriser et tout ça devant la famille qui nous regardait. Alors vous voyez c'est toujours une maîtrise à base de force et comme on est froid, on n'est pas à chaud, alors c'est pas facile.

Q. : Ça vous est arrivé d'être blessé ?

R. : Blessé oui, par la suite, à mon avis, j'ai eu un problème au bras, je suis resté presque quatre mois à l'arrêt, suite à mon avis, c'est pas prouvé bien sûr ça pourrait être autre chose, des efforts comme ça, un genre de tendinite, c'est pas guéri, je peux même pas encore le mettre droit ; c'est après que j'ai utilisé la force, après j'ai commencé à avoir mal, alors après ils ont commencé à me faire des infiltrations ; l'hôpital m'a donné l'arrêt de travail, pour du repos, ils ont envisagé d'opérer mais à ce qu'on dit, ils ne donnaient pas de garantie de l'opération, c'est très difficile ; ils ont dit : bon on va vous mettre au repos.

Q. : Et vous vous rappelez l'effort que vous aviez dû faire ?

R. : Oui très bien. Bon, faut dire que cette personne était pas bien un petit peu de la tête, un petit peu dérangée, alors automatiquement il a dû prendre un genre de folie, de petite folie et automatiquement ces gens-là ils ont beaucoup de force, alors il se mettait en boule, on n'arrivait pas à le maîtriser, même à deux, mon collègue était jeune, costaud, mais même comme ça on n'arrivait pas, alors les efforts qu'on faisait pour arriver à lui mettre les menottes derrière et tout ça, c'était tout des efforts qu'on fait comme ça, c'est pas facile du tout.

Q. : Et pour les maintenir dans l'avion, vous faites quoi ?

R. : Ben pour les maintenir, soit on les attache, de toute façon, comme les menottes c'est interdit, tout est interdit, on n'a aucun moyen de pouvoir faire, disons qu'on monte à bord, on est responsable mais on n'a aucun moyen.

Q. : Qui a interdit les menottes ?

R. : Les commandants de bord, les compagnies d'aviation, je me souviens qu'à l'époque on faisait deux, trois fois Tirana en Albanie, des fois il y avait 20 à 30 déportés et nous on était cinq, six policiers, on faisait ça des fois trois fois par semaine, tous ensemble c'est pas bien, jusqu'à un jour, bon, j'étais pas là ce jour-là, l'avion a dû faire demi-tour. Il est revenu sur Zürich, la quantité de déportés était beaucoup trop par rapport à la quantité de policiers. Automatiquement quand vous les mettez tous ensemble, ils parlent leur langue, ils se montent un peu, on n'arrive plus à les maîtriser.

Q. : C'était quand ?

R. : L'année passée, juste avant que la guerre commence, là c'était l'époque pénible, parce que vous savez tous ces départs, vous partez le matin, vous arrivez le soir, ça veut dire que vos journées sont longues et fatigantes parce que vous prenez l'avion depuis Genève jusqu'à Zurich, Zurich, bon, y a un petit peu d'escale, vous montez dans un avion jusqu'à Tirana, Tirana y a encore une heure d'escale, vous revenez pour Zurich, Zurich, vous remontez et vous arrivez à Genève. Vous partez d'ici le matin et vous revenez vers 21 h du soir. C'est des très longues journées. Alors vous arrivez jamais, votre corps, la fatigue s'installe petit à petit, vous n'arrivez pas à récupérer. Peut-être quand on est jeune, on récupère plus facilement, mais le problème il est là.

Q. : Ils restaient tranquilles ?

R. : Tranquilles pas, c'est nous qu'on devait un peu mettre l'ordre, en général il y en avait un ou deux et un policier au bout, voyez il y a trois sièges, deux sièges. En général c'était comme ça, mais des fois ça se passait bien, on essaie de détendre l'atmosphère, de rigoler avec, moi je parlais un petit peu italien parce qu'ils parlent tous italien, alors ça a marché, pendant des mois jusqu'au jour où ça marche pas. Notre travail, c'est comme ça, pour une époque ça va bien, il n'y a pas beaucoup de refoulements ou alors les refoulements se passent bien et d'autres ça se passe pas du tout, alors comme on n'a pas de moyens, on essaie de faire au mieux.

Q. : Quand vous les attachez, vous les attachez avec quoi ?

R. : On ne peut pas les attacher, le seul moyen qu'on a c'est une paire de menottes.

Q. : Mais les menottes ne sont pas autorisées ?

R. : Bon à l'époque c'était autorisé, on pouvait même, il y a eu des histoires on a dû même les scotcher et tout ça, on doit employer la force pour pas qu'ils dérangent les autres passagers et qu'on soit le plus discret possible. Et quand ça se passe pas bien on est obligé, c'est pour ça que les commandants de bord nous refusent, parce que vu tous ces problèmes qu'il y a eu, et il n'y a pas qu'à Genève, hein ! il y a toutes sortes de cantons et tous les pays, faut dire qu'il n'y a pas qu'ici qu'il y a ça, tous les pays ont ce problème, malheureusement c'est partout, c'est pas que la Suisse qui a ces problèmes-là, ça se passe partout.

Q. : Et vous discutez entre vous les convoyeurs ?

R. : C'est sûr, c'est pas tous les mêmes problèmes, quand on allait en Afrique, on faisait une escale à Lisbonne et on attendait des fois jusqu'à deux, trois heures du matin pour les mettre pour le pays, par exemple pour l'Angola, pour le Rwanda, on a le temps de discuter entre nous, ils ont tous les mêmes problèmes, chaque pays a des problèmes différents, oh ! oui, c'est encore pire qu'ici. En Suisse, c'est Zurich qui a le plus de travail dans ce domaine-là. Certains pays comme Lisbonne c'est pour l'Afrique, ou alors à l'époque on allait souvent à Bruxelles aussi, en Belgique, c'était pareil, c'est des aéroports où il y a trop de masse de gens qui viennent de tous les autres pays pour pouvoir prendre ces avions pour l'Afrique.

Q. : Quand vous avez scotché les gens, ils n'étouffaient pas ?

R. : Scotché ça veut dire, juste là comme ça pour pas... oui autrement ils seraient tous morts.

Q. : Je pensais à cette histoire du coussin en Belgique.

R. : On peut pas dire comment ça c'est passé, parce qu'on était pas sur place, mais c'est des erreurs, ça on sait pas les circonstances.

Q. : Vous n'avez jamais eu peur que quelqu'un ne vous meure dans les bras ?

R. : Non.

Q. : Vous n'avez pas eu l'impression que tout d'un coup il aurait pu se passer un problème ?

R. : Non, parce qu'on est quand même pas des sauvages. On doit faire notre travail, mais on le fait, on est tous des êtres humains, faut quand même se dire ça.

Q. : Mais si quelqu'un, je ne sais pas, a une faiblesse du cœur ?

R. : Ça peut arriver à quelqu'un, mais bon on les maltraite pas à ce point-là.

Q. : Mais quelqu'un peut avoir un malaise.

R. : Oui, mais bon, ça, tout le monde peut avoir un malaise, s'il y a des problèmes c'est tout de suite au départ, c'est quand vous rentrez dans l'avion et pendant un certain temps, après quand il arrive c'est fini, c'est perdu pour lui si vous voulez, automatiquement après il a qu'à se tenir tranquille, c'est son bien, mais on sait jamais, il faut toujours avoir l'œil dessus parce qu'on sait jamais ce qu'il va faire, mais si ça doit mal se passer c'est au moment de l'embarquement dans l'avion, bon, il peut pas se jeter par la fenêtre, il peut rien faire d'autre quoi, malgré que même s'il veut aller aux toilettes on va avec, on le surveille, on laisse le pied dans la porte, c'est des choses qu'on apprend, ça vient tout seul avec les années d'expérience, autrement tout se passe bien, quoi, s'il est collaborant avec nous il est comme un passager normal, personne voit, j'ai fait des refoulements que ça c'est passé très bien, personne ne savait que c'était un déporté, c'est pas marqué déporté.

Q. : Vous n'avez pas eu des problèmes alors à l'arrivée ?

R. : À l'arrivée, bon, moi j'ai jamais eu de problèmes, y a des collègues qui en ont eu, des fois on voit qu'on est pas bienvenu dans leur pays, que c'est un petit peu ambiance froide. Mais j'ai eu des refoulements pénibles, comme toute une famille de réfugiés on était quatre, toute une famille à emmener à Buenos Aires, ce sont des énormes heures de vol, on a eu une escale au Brésil, où il faut aller surveiller toute la famille dans un énorme aéroport parce qu'il fallait sortir de l'avion, avec toute la famille et ça c'est des choses qui restent, on oublie pas ça. Il y avait la mère, le père, la grand-mère, deux personnes âgées, le couple et un bébé. Des fois, c'est difficile de comprendre.

Q. : Parce que cette famille, ils vous ont parlé, ils vous ont expliqué ?

R. : Ah ben, il fallait tout le temps, parce que bon, en plus, on savait que la femme du président était en première classe devant l'avion, si eux ils savaient, ça aurait pu faire un monstre scandale, nous on était sous nos gardes sans arrêt ; c'était pas facile déjà pour qu'ils partent, parce qu'ils refusaient le départ, c'était une longue expédition.

Q. : Qu'est ce qu'ils vous ont raconté ?

R. : Ben eux, c'était le problème parce qu'ils étaient pas bien où ils étaient, alors ils voulaient venir en Suisse.

Q. : D'avoir des vieux et un enfant, comment vous avez vécu ça, ça doit être émotionnellement difficile ?

R. : C'est sûr, ils sont restés longtemps en Suisse, après il y a la décision finale, de Berne, qu'il faut absolument faire le refoulement.

Q. : Humainement parlant ça doit être dur ?

R. : C'est sûr.

Q. : Et vous, vous leur disiez quoi ?

R. : Écoutez, nous on essaie d'expliquer qu'on fait notre travail, que les décisions c'est pas nous qu'on les prend, et qu'on a reçu les ordres, mais ça ils le savent parce qu'avant que nous on entre en matière, il y a des gens qui sont formés pour ça, pour leur expliquer tout ce qu'il faut, mais bien sûr le mot final c'est toujours nous la police et la police doit de nouveau expliquer le pourquoi, parce qu'on prend pas quelqu'un comme ça dans la rue, vous avez pas votre autorisation, alors loin ! Non, ça se passe pas comme ça, mais le problème c'est que nous on est à la fin et ceux qui sont à la fin c'est à nous qu'ils vont, c'est comme quand vous allez acheter une marchandise quelque part et qu'elle est pas bonne, vous allez dire au vendeur que c'est peut-être pas de sa faute. Le problème, il est là.

Q. : Toutes ces années, vous arrivez à calculer combien vous en faites par année ?

R. : Non, c'est beaucoup trop, j'ai pas tenu le compte.

Q. : Et dans toutes ces années, est-ce que ça vous est arrivé une fois ou l'autre de dire : mais j'ai de la peine à faire ce travail ?

R. : Oh ! c'est sûr.

Q. : Vous vous rappelez des faits précis quand ça vous est arrivé ?

R. : Mais à chaque fois, à chaque refoulement, comme je vous ai dit ça a changé, depuis certaines années, peut-être trois, quatre ans, ça devient chaque fois plus pénible en tout. À l'époque nos chefs disaient : vous allez connaître du pays. C'est tout faux, parce que ça paie pas le stress. À l'époque, Swissair nous donnait pour le retour automatiquement, il nous mettait en *business class*, maintenant c'est fini, ce petit sucre qu'il nous donnait c'est terminé ça. C'est même pas une question de *business*, c'est plus que mérité. *Business*, qu'est-ce que vous avez, juste un petit peu plus de place pour les pieds pour être un petit peu mieux installé, c'est tout, mais en fait le stress, c'est que vous récupérez pas, vous n'avez pas le temps de récupérer, il y a trop d'heures de vol des fois et même si c'est le pays à côté qu'on part le matin et qu'on revient le soir, ben les heures de vol, la fatigue, l'altitude, la descente, la montée, ça s'accumule.

Q. : C'est ça qui fatigue et fait qu'on a plus envie d'y aller finalement ?

R. : Si vous demandez à tous mes collègues, on en a jusque-là. Il y a que les jeunes qui sont toujours prêts à y aller, parce qu'ils connaissent pas encore ce que c'est, ils ont pas encore cette fatigue mentale et physique, c'est les deux.

Q. : Qu'est qui vous fatigue ?

R. : La sorte de personnes qu'on refoule, mais c'est vrai qu'il y a des gens, on se dit : ceux-là ils ne méritent pas de rester ici. Vous vous posez la

question souvent, et là vous vous dites : bon, là je fais quand même un boulot des fois utile, des fois je dis. Mais rarement. Et des fois ça dépend qui, vous dites : celui-là il méritait pas, mais vous devez le faire quand même, c'est votre travail, ça c'est pas nouveau, on juge pas, on juge personne.

Q. : Mais on peut quand même penser ?

R. : C'est donné à tout le monde, penser et juger vous-mêmes, mais ça c'est pour vous. C'est un fardeau que vous portez.

Q. : Et vous pouvez le dire à quelqu'un, à d'autre ?

R. : Non, ça reste toujours en nous, parce qu'on n'a pas le droit de divulguer quoi que ce soit.

Q. : Vous pouvez en parler à votre femme, par exemple.

R. : Pas tout, mais j'ai la chance que mon épouse, elle est aussi soumise au secret de fonction et que certaines choses, je peux lui en parler, elle comprend.

Q. : Donc vous arrivez à lui raconter un peu quand c'était trop dur.

R. : Oui, parce qu'elle connaît un peu, parce qu'elle a aussi travaillé à la Police, alors elle connaît un petit peu.

Q. : Et puis entre les collègues convoyeurs, vous en parlez ?

R. : Ah ! ça oui, on en parle.

Q. : Du fait que vous trouvez que c'est parfois injuste ?

R. : Oui mais bon, on n'a rien à dire sur ce sujet-là, encore une fois si vous êtes pas content on vous dit : ben, il y a quelqu'un d'autre qui prendra votre place, vous avez pas le droit de dire je veux pas faire, vous êtes là-dedans, vous devez faire votre travail.

Q. : C'est vous qui vous dites que vous n'avez pas le droit ?

R. : C'est notre boulot, on nous dit, le supérieur si vous voulez.

Q. : Donc ils vous ont expliqué ça par oral très clairement ?

R. : Oral clairement, ça veut dire qu'on te dit carrément : t'es payé pour faire ce boulot, tu le fais, puis si t'es pas content, ben va voir ailleurs.

Q. : Et si vous en aviez marre, vous pourriez demander à être déplacé, aller dans un autre secteur ?

R. : Où ?

Q. : Je pose la question.

R. : À mon âge ?

Q. : Oui, je vous pose la question, est-ce que vous pouvez demander d'être dans un autre secteur de l'administration ?

R. : Pensez-vous? Non.

Q. : Est ce que ça vous est arrivé de réfléchir à ça et de dire : je vais faire la demande ?

R. : Oui, mais je ne vois aucune possibilité, j'ai toujours la porte ouverte, partout où j'ai travaillé ; j'ai toujours gardé les portes ouvertes partout où j'ai été, mais il ne faut jamais retourner en arrière, il faut toujours aller de

l'avant, jamais en arrière. C'est pas pour ça, mais disons que c'est pas bien de retourner en arrière.

Q. : Et d'aller de l'avant dans ce type de boulot, ça serait faire quoi ?

R. : Aller de l'avant, pour nous il y a rien. Il y aurait eu une possibilité s'ils engageaient comme c'était prévu au départ de renouveler de temps en temps des jeunes, et les plus anciens diriger un petit peu, si vous voulez faire les préparatifs et les jeunes, une rotation si vous voulez, mais nous on est tellement peu, vous enlevez les malades, les congés, il reste quoi ?

Q. : Et ils envisagent d'engager plus de monde ?

R. : Ça fait 10 ans que j'entends ça, mais pour le moment c'est comme ça.

Q. : Avec les changements de Berne ?

R. : Il n'y a aucune possibilité, parce que même si les changements de Berne, c'est au niveau fédéral, ça nous touche pas, nous on est cantonal.

Q. : C'est assez coincé comme travail.

R. : Tout à fait, oui (léger rire). Oui, un boulot de bout de la chaîne, un boulot stressant, un boulot qui est même pas jugé et apprécié, non pas apprécié, c'est pas le mot, je cherche, si vous voulez, il n'est pas analysé, on a pas la fonction qu'on mérite, parce que pour finir on fait un travail très complexe et personne y voit quoi. On n'est pas vu, ou alors personne s'est penché réellement sur le boulot qu'on fait, parce que, vous savez, on est peu. Qui va se pencher sur ces fonctionnaires ?

Q. : Mais d'un autre côté c'est un boulot drôlement délicat, vous pensez pas qu'il y a une autre raison pour laquelle ils ne se sont pas penchés là-dessus ?

R. : Ils ont pensé agrandir, mais après il y a eu la crise, puis après un certain nombre de choses qui sont arrivées par la suite qui ont tout bloqué.

Q. : Le fait qu'ils ont déplacé les renvois de Genève à Zurich ?

R. : Non, ça n'a rien à voir, même à notre niveau, mais on a perdu des unités comme ils disent à l'État, on a dû diminuer un certain nombre de personnel. À un moment où on était plus, deux qui sont plus là et ils ont jamais remplacé, c'est la logique maintenant à l'État, c'est leur point de vue et puis le boulot, il est là et il faut le faire quand même, chaque fois plus.

Q. : Vous avez l'impression que les refoulements augmentent ?

R. : Bien sûr, en plus c'est pas seulement qu'ils augmentent, mais ils sont chaque fois plus difficiles, chaque fois plus pénibles. On ne refoule plus, comme je vous le disais au départ, un travailleur au noir qui vient ici pour gagner sa vie, plutôt gagner un petit peu d'argent disons, on refoule le méchant, le trafiquant, vraiment le dur dur.

Q. : Vous pensez que si on pousse cette logique et si on continue ces refoulements, ça va continuer longtemps ? Comment vous imaginez-vous le futur ?

R. : Moi je dis que ce qu'on fait c'est du boulot comme vider le lac Léman avec un petit verre d'eau ou avec un seau. On y arrivera jamais, puisqu'on refoule 10 par jour, y en a 50 qui arrivent et des fois sur les 10 qu'on refoule, y en a 3 qui reviennent, les Albanais, on a refoulé combien de fois le même,

3, 4 fois, ils le disent, ils le disent, on arrive là-bas, demain je suis en Italie et après demain je suis de nouveau chez vous.

Q. : Mais donc ça sert à quoi de faire ça ?

R. : Ça sert quand même à quelque chose, parce que si on faisait rien, alors là, je ne sais pas qu'est que ça serait, c'est pas possible non plus, il faut quand même mettre de l'ordre dans un pays, sinon c'est la débandade.

Q. : Donc c'est la manière de mettre de l'ordre que de mettre des gens dehors ?

R. : Oui, parce que même si ça nous coûte cher, ça revient moins cher que si on les garde ici.

Q. : Vous savez combien ça coûte ce boulot ?

R. : Beaucoup trop cher, mais bon, les garder ici c'est pas non plus la bonne solution parce que quand vous voyez le trafiquant de drogue, pensez à nos enfants, bon les miens sont grands mais il n'y a pas que les miens qui comptent, tous les enfants de ces écoles qui vont être... c'est pas une bonne solution non plus de laisser faire ces gamins.

Q. : D'après vous, votre expérience, qui a des intérêts là-dedans ?

R. : Beaucoup de monde.

Q. : Qui, si vous essayez de les nommer ?

R. : J'en sais rien.

Q. : C'est les compagnies d'aviation ?

R. : C'est notre politique qui veut ça aussi, hein !

Q. : C'est les compagnies d'aviation, c'est la police ?

R. : La police, pas tellement.

Q. : Pas tellement parce que vous n'êtes pas tellement payé ?

R. : Non, la police, je crois pas qu'elle a intérêt.

Q. : Mais qui d'autre gagne de l'argent dans cette histoire ?

R. : Mais tout le monde gagne de l'argent, il y a les avocats, il y a beaucoup de monde qui gagne de l'argent avec ça, beaucoup, les assistants sociaux, vous, tellement de monde et l'État même, vous vous rendez pas compte.

Q. : La machine tourne.

R. : C'est ça.

Q. : Vous en pensez quoi ?

R. : Je pense que je ne peux rien faire, ça fait drôle de voir la Suisse comme elle était avant et comme elle est maintenant, j'ai fait ma vie et tout d'un coup je vois la dégradation qui vient. C'était un pays qui ressortait un peu des autres pays, et maintenant on est en train de devenir égaux aux autres pays, c'est malheureux.

Q. : Malheureux ?

R. : J'ai peut-être d'autres yeux pour voir, j'ai des mauvais yeux, parce qu'on doit être dans le mauvais côté, alors automatiquement on a de la peine à voir ce qui est beau.

Q. : Comment analysez-vous depuis ce lieu clé du système ? Enfin moi, dans ma recherche, je postule que c'est un lieu important, pour comprendre l'ensemble de la société, mais je ne sais pas si je me trompe ?

R. : Bon, dans un pays, faut qu'il y ait une certaine discipline, un certain ordre, j'étais très fier parce que la discipline, l'ordre, la propreté, tout ça c'était des domaines où j'étais très fier de la Suisse, d'appartenir et de faire partie d'un pays aussi beau que la Suisse. Bon, c'était pas tout de suite que j'ai commencé à... à refouler mes ex-compatriotes, c'était un boulot comme un autre que je devais faire parce que malheureusement c'était comme ça. Je ne l'ai pas choisi, c'est venu comme ça, mais pour dire que ce que j'ai vécu, c'est très difficile à expliquer, une désillusion.

Q. : Vous étiez jeune, plein d'illusion quand vous êtes venu ?

R. : Même pas, on veut pas changer la société, peut-être des fois on cherche sa place et une fois qu'on l'a cherchée, on rêve et on croit que ça va rester toujours comme ça, mais de toute façon c'est impossible, la vie change, hein ! ça c'est comme partout. J'ai fui l'armée.

Q. : Vous fuyez une dictature et vous vous retrouvez dans la police ?

R. : C'est bizarre, mais la police, c'est pas une dictature, la police, bon, peut-être que j'avais d'autres idées sur la police.

Q. : Il peut y avoir différents types de police.

R. : Voilà, tout à fait. Je suis un simple fonctionnaire.

Q. : Votre fonction, c'est une fonction qui existe dans la société.

R. : Mais peut-être que quand j'ai dit oui à ce poste où je suis, je m'attendais pas du tout à ce qu'il est actuellement, ou alors je ne me faisais aucune idée de ce que ça pouvait être.

Q. : On ne vous a pas indiqué clairement ?

R. : Non.

Q. : C'est une espèce d'engrenage.

R. : On n'a pas expliqué du tout parce que, on ne m'a pas expliqué du tout le boulot, on m'a beaucoup promis de choses, c'est comme ça la vie.

Q. : Et vous n'avez pas eu l'impression de trahir vos compatriotes ?

R. : Non, parce que c'est pas moi qui allait les attraper, moi je faisais que les traduire dans les entretiens.

Q. : Et après dans les refoulements ?

R. : Oui voilà, dans les refoulements je les accompagnais, en général ça se passait très bien comme je vous l'ai dit, depuis le départ on les accompagnait jusqu'à l'aéroport.

Q. : Mais à l'intérieur de l'avion ?

R. : Ben oui, des fois ça fait mal au cœur, bien sûr, surtout en sachant que ces gens y venaient pour travailler.

Q. : C'est fou ça !

R. : Pour aider beaucoup de patrons ici à se mettre beaucoup de sous dans la poche, disons les choses comme elles sont, parce qu'au bout d'un moment ça rapporte, on les traite comme des esclaves, on les traitait parce que

maintenant il y a presque plus de travail au noir, on les arrête moins, les policiers, ils ont d'autres chats à fouetter que se pencher sur les problèmes des travailleurs au noir, alors on a maintenant un système pour les travailleurs au noir, surtout en Europe, on leur donne une carte de sortie et eux ils partent d'eux-mêmes, même s'ils reviennent 15 jours après, c'est comme ça, ça a complètement changé le système.

Q. : C'est une bombe sociale l'endroit où vous êtes là, c'est quelque chose de très dur ?

R. : C'est sûr.

Q. : Vous êtes dans un bout de chaîne, mais un bout de chaîne qui se durcit en même temps ?

R. : Oh ! ouais, des fois, c'est pas facile.

Q. : Vous avez l'impression que l'image de la Suisse, elle a changée là ?

R. : Ah ! oui, bien sûr.

Q. : Et si on se place sur le point des relations internationales, on va continuer à refouler, refouler, refouler, ou bien qu'est ce qui va se passer ?

R. : À mon avis, je crois pas, un jour où l'autre, il faut que ça cesse, parce qu'on n'arrivera pas, on n'arrivera jamais à soi-disant mettre tout le monde qui est pas bon dehors, ça du bon et du mauvais il y en a partout dans tous les pays et y a aucun pays qui a pu faire une chose comme ça, garder les bons et refouler les mauvais.

Q. : Cette illusion de propreté ?

R. : (rire) Dans un sens ça serait bien, c'est le rêve.

Q. : C'est le paradis.

R. : (rire) Mais le paradis, paraît que ça n'existe pas sur Terre.

Q. : Et puis il paraît qu'on s'y ennuie en plus (rire) ?

R. : (très grand rire) Bon, personne n'est venu nous dire, mais ma foi. Le problème, ce que la Suisse fait, ça peut pas durer, ça peut pas durer parce que *primo* ça coûte trop cher, ça devient épouvantablement coûteux, surtout en ce moment, on ne peut plus employer soi-disant notre compagnie nationale (Swissair) parce qu'ils nous refusent de transporter, alors les autres compagnies c'est aussi un petit peu pareil, vous savez ça se dit, ça fait boule de neige comme on en parlait tout à l'heure, dans tous les domaines c'est comme ça, alors qu'est ce qui va se passer ? On va dépenser après chaque fois des sommes terribles pour des avions privés ?

Q. : Mmh...

R. : J'crois pas.

Q. : Il y a de nouvelles compagnies privées qui vont se mettre sur pied, on vous parle de ça ?

R. : Non, nous on nous parle pas, nous on est tout en bas de l'échelle, on n'a pas le droit d'être au courant ou mis au courant de ce qui se passe, pourtant pour faire le sale boulot comme on peut le dire, ça on est là (silence)... Il faudrait faire autre chose, mais ça suit pas notre politique, c'est tout le système.

Q. : Tout le système ne s'attaque pas à la grande criminalité ?

R. : Mais bien sûr, à mon avis on prend les petits et les gros on les attrape pas, ben c'est le plus facile, c'est toujours le petit qui doit payer. Prenez tout ce que vous voulez, quand il y a des augmentations, celui qui a déjà de la peine à arriver au bout, c'est le dernier qui reçoit.

Q. : Mais ça doit faire drôle pour vous de toujours être en train d'attraper les petits ?

R. : (rire) On peut pas attraper les grands, les grands sont intouchables.

Q. : Ça vous est arrivé de refouler des gros, des importants ?

R. : Non.

Q. : Dans votre fonction, les choses qui empêchent de dormir la nuit, les choses qui font qu'on réfléchit et que ça ne va pas, elles seraient où ?

R. : C'est difficile à expliquer, ça (long silence)..., c'est très difficile.

Q. : Mmh, quand vous n'arrivez pas à dormir la nuit ou quand vous revenez très fatigué ?

R. : Souvent, j'arrive pas à dormir la nuit, c'est mon problème.

Q. : C'est vrai, vous pensez à quoi là, quand vous ne dormez pas la nuit ?

R. : Je pense que la vie est ainsi faite et qu'il faut s'y faire mais que c'est difficile.

Q. : Vous vous sentez coincé ?

R. : Oui, tout à fait, c'est pas à mon âge qu'on va changer, de toute façon on peut pas changer, disons on change petit à petit notre mentalité, je n'étais pas ce que je suis actuellement et je pensais pas ce que je pense actuellement, mais de toute façon je peux pas faire grand-chose, hein ! Vous savez, nous, on est comme des moutons, on doit suivre.

Q. : Mais là, il n'y a pas un défi éthique, dans le sens où vous êtes dos au mur et vous êtes complètement coincé ?

R. : Oui, voilà, oui parce que c'est là le but qu'on est comme des moutons, qu'on doit suivre parce que les autres y vont. Vous, vous êtes là, y a le chien qui va vous manger, vous attraper et vous dire : c'est là ta place.

Q. : Et les marges de manœuvre ?

R. : On s'habitue, l'obéissance, on prend goût. Beaucoup qui ont commencé à faire ça, pas comme un job mais comme soi-disant c'était qu'on devait faire comme ça, on doit faire comme ça, on doit obéir, parce que c'est comme ça qu'on doit faire, c'est une bonne chose, on doit le refouler parce qu'ici il nous coûte plus cher, mais au bout du compte il faut pas que ça vienne dans un genre qu'on commence à prendre goût à ce qu'on fait là, c'est ça qu'est dangereux là, si on se laisse aller.

Q. : En tout cas, après Nuremberg on a dit aux militaires, c'était surtout les codes militaires, vous n'êtes pas obligés d'obéir à des choses qui vous semblent injustes.

R. : Nous, on n'a pas les moyens de faire ça, surtout le côté police. La police c'est une organisation si vous voulez, on dit que le peuple nous aime pas, bon je me mets du côté du policier, hein ! parce qu'ils nous aiment

seulement quand ils ont besoin de nous, quand ils sont un peu dans la... hein !, quand ils ont besoin de nous on est jamais là, alors voilà pour définir un petit peu le sens de ce que les gens pensent de la police, ils sont très contents de l'avoir quand ils ont besoin pour faire, y a le... qui vient de toucher avec sa voiture, on appelle la police, le chat est sur l'arbre, on appelle la police, pour des petites bricoles comme ça, le voisin fait du bruit on appelle la police, choses que dans des autres pays on n'appelle pas la police pour ça hein !, ici la police c'est la bonne-à-tout-faire, mais quand quelque chose touche à la police, si on peut l'écraser on l'écrase, mais bien écrasé, on va pas laisser le temps qu'elle puisse respirer.

Q. : Mmh...

R. : Bon, on a bien écrasé, on a qu'à voir ce qui se passe ces derniers temps, vous verrez bien. Quoi qu'on fasse, de toute façon, on fait toujours mal les choses, ça c'est le fait que les gens ils ont de la police.

Q. : Et vous, en même temps vous êtes fonctionnaire, vous n'êtes pas policier?

R. : Oui, mais là je parlais... j'ai bien dit que je me mets du côté de la police puisque je suis intégré là-dedans, je suis avec eux, je fais comme eux, je pense, j'écoute, chacun pense comme il veut, mais je suis si vous voulez l'engrenage.

Q. : Tout à fait, je vois bien, mais est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer que les convoyeurs, qui sont un corps de fonctionnaires, puissent avoir des garde-fous ?

R. : On ne compte pas. J'ai un collègue, quand il dit : non je fais pas ça parce que je juge, mais mon pauvre ami il se fait ramasser, oh ! la la, y a des problèmes pour ça, voilà comme quoi chez nous il faut faire, oui, amen et tout va bien. Dès que vous commencez à être un petit peu hors du cadre, si on vous prend en grippe comme on dit, la grippe est mauvaise cette année.

Q. : Quand vous dites : moi je ne peux plus, j'ai le stress, qu'est ce qu'il faudrait faire, vous avez des propositions pour améliorer votre travail ?

R. : Ben écoutez, y a déjà un problème dans le classement de la fonction. Il faudrait regarder ce qu'on fait vraiment, combien c'est difficile. Il faudrait voir la fatigue, la progression, la retraite. C'est l'engrenage, à mon avis ça va très vite, le problème c'est qu'ils ont pas pensé ni à notre travail, ni à notre retraite. Notre programme, c'est une lourde responsabilité qui n'a pas été assez classée dans la classification des fonctions. Les conditions, c'est vrai qu'il faudrait les revoir au niveau de notre travail, parce que c'est un travail qui est trop, on parle pas d'être mal payé, on parle pas de l'argent. C'est pas une question, mais peut-être qu'il faudrait revoir dans le sens plus tard pour la retraite, et éventuellement avoir d'autres compensations au niveau, quand je compare le boulot qu'on fait avec certains fonctionnaires normaux, comme on dit, c'est pas du tout pareil, ça n'a rien à voir. Il faudrait vraiment voir ce problème, parce qu'on pourra pas faire ça jusqu'à 65 ans, en tant que

connaissance de ce qui m'arrive, de ce que je vois déjà, quand il faut courir derrière quelqu'un et tout ça et maîtriser, c'est difficile.

Q. : Vous travaillez dans la police et vous n'avez pas les mêmes conditions de travail qu'eux ?

R. : Ah ! non, pas du tout.

Q. : *Grosso modo*, vous faites le même boulot, même plus difficile ?

R. : C'est là que je voulais en venir tout à l'heure.

Q. : Et le syndicat de la police ne peut pas vous défendre ?

R. : Non, parce qu'on n'est pas attaché à la police, on n'appartient pas au même syndicat.

Q. : Mais qui est votre partenaire alors, du syndicat ?

R. : On n'a aucun syndicat.

Q. : Vous n'avez aucun syndicat ?

R. : Non.

Q. : Le syndicat de la fonction publique ?

R. : Non.

Q. : Vous n'avez pas de syndicat de la fonction publique où vous pouvez poser vos problèmes ?

R. : Non, parce qu'à l'époque où il y a eu un syndicat qui s'est créé pour les fonctionnaires, on n'était même pas reconnu, je paie mes cotisations pour qu'on ne soit même pas reconnu, on sait même pas le boulot qu'on fait.

Q. : Mmh.

R. : Parce que moi je veux bien payer une cotisation à un syndicat, si en cas de pépin on peut s'expliquer, mais que lui sache quel est notre travail.

Q. : Tout à fait.

R. : Parce que si quelqu'un ne sait pas, on a eu un chef du personnel, celui qui m'a engagé qui est plus là, il savait même pas ce qu'on faisait, des fois on allait lui proposer des choses, lui demander des choses, discuter certaines choses, il parlait d'autre chose. Ça a commencé par les heures supplémentaires qu'on faisait chaque mois, j'ai dit : ça va pas ça, on n'a plus de vie famille, on n'a plus rien ; je ne sais pas si, mais comme je vous dis, ça vaut pas la peine de se pencher sur notre cas.

Q. : Là, vous avez la parole, si vous avez quelque chose à dire qu'il faudrait faire ?

R. : Il me reste des années, j'arriverai jamais de toute façon à aller jusqu'au bout.

Q. : Ah ! bon, qu'est ce qui va se passer ?

R. : Parce que, bon, malheureusement j'ai quelques petits problèmes de santé et que ça s'améliore pas avec le boulot que je fais et chaque fois c'est les mêmes disputes avec mes médecins traitants, même pendant que j'étais à l'hôpital j'ai été vu par plusieurs médecins qui m'ont dit : mais le boulot que vous faites c'est impossible, parce que personne ne sait le boulot qu'on fait, c'est vrai que le boulot de policier, c'est une chose secrète qu'on peut jamais en parler alors c'est tellement confidentiel, c'est tellement secret que

vraiment les gens, ils ne se rendent jamais compte du boulot qu'on fait. C'est le problème, c'est qu'on n'a personne à qui parler, à qui dire nos problèmes, personne ne veut nous écouter

Q. : Il n'y a personne ?

R. : Personne, on vient d'une escorte, tout ce qu'ils veulent savoir, ça c'est bien passé ? Oui. Le comment et le pourquoi, tout le monde s'en fout.

Q. : D'accord. Je pensais aussi à un autre problème que vous évoquiez tout à l'heure, et en termes de proposition, si vous avez des conflits de conscience et vous trouvez que c'est injuste ?

R. : On n'a personne à qui parler.

Q. : Qu'est ce qu'il faudrait faire alors là, qu'est ce que vous aimeriez proposer ?

R. : Bon, le problème, c'est que le chef de la police, il est toujours là le lundi après-midi, notre chef de police dit : vous avez un problème ? À chaque rapport annuel il dit ça, ma porte est toujours ouverte. C'est vrai, c'est vrai, mais quand on veut y aller, il est jamais là ou il ne peut pas nous recevoir, de toute façon il sait pas, un chef de la police, vous êtes d'accord, c'est pas un chef hiérarchique, vous allez raconter votre petit bobo, votre petite chose, ce n'est pas possible. Faudrait quelqu'un... On se confierait peut-être mieux à quelqu'un comme vous, ou un médecin que vous connaissez, on va peut-être se confier à quelqu'un d'autre, mais si on sait que ce quelqu'un, il fait partie de l'état-major, alors on va pas se confier.

Q. : Tout à fait, donc il manque un lieu de parole.

R. : Oui, mais bon, se confier, c'est encore une chose, ça c'est pour le côté personnel comme vous dites, personnel n'est-ce pas, mais du côté du travail là non plus on a personne à qui aller raconter ce qui va, ce qui va pas, ce qu'il faudrait faire, là non plus il n'y a jamais de dialogue. Il n'y a jamais personne là pour nous écouter et pour éventuellement, et je dis pas tout, parce qu'on peut pas tout changer dans la vie, améliorer les choses peut-être, mais on a personne à qui aller parler. Vous avez quelqu'un qui travaille avec du stress, eh bien ce quelqu'un va vous donner un rendement de 80 % même pas, si quelqu'un travaille dans de bonnes conditions de travail agréables, il va vous donner un rendement de 100 %, donc moi je dis que c'est dans l'intérêt de tout le monde qu'on puisse avoir un dialogue, qu'on puisse discuter des choses qui ne vont pas, mais avoir justement quelqu'un qui nous écoute. On nous demande chaque fois plus, plus, plus. Il faudrait qu'il y ait un dialogue, qu'on nous écoute, mais en même temps il faut qu'on fasse quelque chose de ce qu'on dit. Je sais peut-être pas très bien l'expliquer.

Q. : Non, non c'est très clair.